



# Le Quotidien

## Statistique Canada

Le mercredi 29 janvier 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

---

- **Indicateurs avancés, décembre 2002**

Après avoir oscillé autour de 0,2 % entre août et novembre, la croissance mensuelle de l'indicateur avancé composite est passée à 0,4 % en décembre. Ce redressement est surtout attribuable au raffermissement du marché boursier et à la poussée de la demande intérieure.

2
  
- **Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises, 2001**

Les entreprises canadiennes ont maintenu un niveau d'endettement relativement stable en 2001, en dépit d'une diminution des montants payables aux banques canadiennes, qui sont les principaux fournisseurs de financement par emprunt. Les fournisseurs de financement ont indiqué que leurs clients d'affaires leur devaient 366,6 milliards de dollars au 31 décembre 2001, en baisse de seulement 0,2 % par rapport à 2000.

4

---

### AUTRES COMMUNIQUÉS

---

Pétrole brut et gaz naturel, octobre 2002	8
Rapprochement des statistiques sur le commerce de marchandises entre le Canada et le Mexique, 2000 à 2001	8
Scieries et ateliers de rabotage, novembre 2002	9
Extraction de pétrole et de gaz, 2002	10
Indices des prix des services d'hébergement des voyageurs, quatrième trimestre de 2002	10

---

### NOUVEAUX PRODUITS

---



## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

### Indicateurs avancés

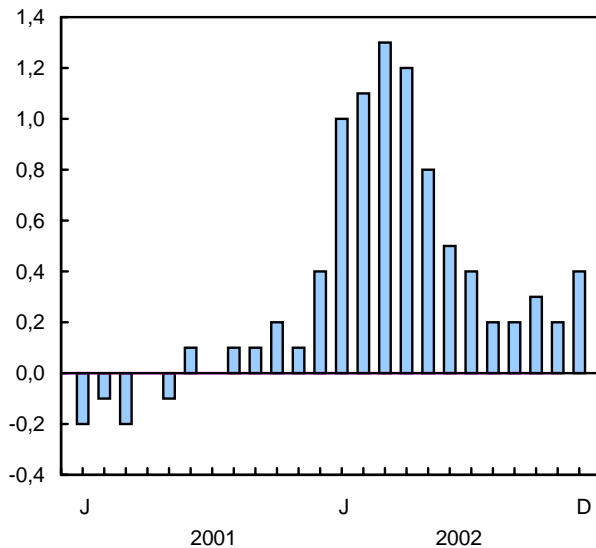
Décembre 2002

Après avoir oscillé autour de 0,2 % entre août et novembre, la croissance mensuelle de l'indicateur avancé composite est passée à 0,4 % en décembre. Ce redressement est surtout attribuable au raffermissement du marché boursier et à la poussée de la demande intérieure. Deux composantes ont baissé, soit trois de moins qu'en novembre. Quatre composantes sont demeurées inchangées et quatre ont augmenté.

L'emploi dans les services a enregistré sa progression la plus marquée (+0,7 %) depuis octobre 2000 et a dominé les composantes en hausse, surtout en raison des services aux entreprises, un indicateur important de l'étape initiale de la prise de décision. Du côté des biens durables, les ventes de meubles et d'appareils ménagers ont continué de progresser graduellement alors que le logement a dominé la croissance ces derniers mois.

#### Indice composite

Variations lissées en %



La tendance de l'indicateur américain a continué de contraster avec celle de l'indice canadien, n'ayant pas progressé depuis cinq mois. Le raffermissement des indicateurs du marché financier, en particulier le prix des actions, n'a pas réussi à renverser la faiblesse persistante dans le secteur de la fabrication.

**Données stockées dans CANSIM: tableau 377-0003.**

**Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 1601.**

Une analyse plus détaillée des composantes est offerte dans le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Conjoncture économique*. Sur cette page, cliquez sur la publicité de *L'Observateur économique canadien*, puis sur *Numéros de l'OÉC* et *Indice composite*. Pour plus de renseignements sur l'économie, consultez le numéro de janvier de *L'Observateur économique canadien* (11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$), qui est présentement en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627, Groupe de l'analyse de conjoncture. □

## Indicateurs avancés

	Juillet 2002	Août 2002	Septembre 2002	Octobre 2002	Novembre 2002	Décembre 2002	Dernier mois de données disponibles var. en %
<b>Indicateur avancé composite (1992=100)</b>	<b>178,2</b>	<b>178,6</b>	<b>178,9</b>	<b>179,4</b>	<b>179,8</b>	<b>180,6</b>	<b>0,4</b>
Indice du logement (1992=100) <sup>1</sup>	126,3	125,7	125,7	127,0	128,5	128,5	0,0
Emploi dans les services aux personnes et aux entreprises (en milliers)	2 545	2 544	2 546	2 555	2 568	2 586	0,7
Indice du cours des actions S&P/TSX (1975=1 000)	7 384	7 136	6 840	6 558	6 443	6 445	0,0
Offre de monnaie, M1 (en millions de dollars de 1992) <sup>2</sup>	108 162	109 207	110 182	111 392	111 846	111 329	-0,5
Indice avancé composite des États-Unis (1992=100) <sup>3</sup>	110,3	110,3	110,3	110,2	110,1	110,1	0,0
<b>Fabrication</b>							
Heures hebdomadaires de travail	39,1	39,2	39,2	39,2	39,3	39,4	0,3
Nouvelles commandes—biens durables (en millions de dollars de 1992) <sup>4</sup>	21 757	22 053	22 070	22 160	22 073	22 052	-0,1
Ratio des livraisons aux stocks de produits finis <sup>4</sup>	1,77	1,78	1,80	1,81	1,80	1,80	0,00 <sup>5</sup>
<b>Commerce de détail</b>							
Meubles et articles ménagers (en millions de dollars de 1992) <sup>4</sup>	1 773	1 778	1 783	1 789	1 795	1 803	0,4
Ventes d'autres biens durables (en millions de dollars de 1992) <sup>4</sup>	7 749	7 711	7 683	7 679	7 670	7 711	0,5
Indicateur avancé composite non lissé	179,0	179,3	179,3	180,0	181,4	182,8	0,8

<sup>1</sup> Indice composite des mises en chantier de logements (unités) et des ventes de maisons (service inter-agences).

<sup>2</sup> Données obtenues après déflation par l'indice des prix à la consommation.

<sup>3</sup> Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le mois précédent.

<sup>4</sup> Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le deuxième mois avant.

<sup>5</sup> Différence par rapport au mois précédent.

## Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises

2001

Les entreprises canadiennes ont maintenu un niveau d'endettement relativement stable en 2001, en dépit d'une diminution des montants payables aux banques canadiennes, qui sont les principaux fournisseurs de financement par emprunt.

Au 31 décembre 2001, les fournisseurs de financement ont indiqué que les montants totaux que leur devaient leurs clients d'affaires, sous forme de prêts à terme, de prêts hypothécaires et de marges de crédit, étaient à peu près inchangés par rapport au niveau de 367,3 milliards de dollars observé un an auparavant. La valeur totale du financement accordé par l'entremise du crédit-bail a pour sa part augmenté de 10,0 % pour atteindre 21,6 milliards de dollars.

Les sommes dues aux banques canadiennes en date du 31 décembre 2001 se chiffraient à 201,5 milliards de dollars, par rapport à 207,3 milliards de dollars en 2000. Il se peut que cet endettement soit davantage sensible aux changements économiques, la croissance du produit intérieur brut étant passée de 4,7 % en 2000 à 1,4 % en 2001. Les banques canadiennes ont enregistré une hausse marquée de la valeur des prêts accordés entre 1997 et 2000, l'économie ayant connu une croissance annuelle moyenne de 4,5 %.

La baisse des montants dus aux banques canadiennes a été contrebalancée par des augmentations pour tous les autres types de fournisseurs, à l'exception des sociétés d'assurances. Les sociétés de financement ont déclaré un montant total de prêts accordés de 39,8 milliards de dollars, en hausse de 7,8 % par rapport à 2000, tandis que les sommes payables aux gestionnaires de portefeuilles, aux sociétés de capital de risque et aux fonds fiduciaires se chiffraient à 9,8 milliards de dollars, en hausse de 18,7 %.

Les banques canadiennes représentaient 55,0 % de la valeur totale des prêts accordés aux entreprises, en baisse par rapport aux 56,4 % enregistrés en 2000. Toutefois, elles continuent d'être les plus importants fournisseurs de financement par emprunt des entreprises, pour tous les niveaux des montants autorisés, toutes les provinces et la plupart des branches d'activité.

Les sociétés d'assurances, le second fournisseur en importance, détenaient 13,4 % de la valeur des prêts

### Note aux lecteurs

Statistique Canada a mené l'Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises en collaboration avec Industrie Canada et le ministère des Finances, dans le cadre d'un vaste programme de recherche sur le financement des petites et moyennes entreprises. Puisque la plupart des fournisseurs de services de financement ont indiqué qu'ils ne recueillaient pas de données sur la taille de leurs clients d'affaires, on leur a demandé de regrouper ces derniers selon l'importance du **montant autorisé** (le montant maximal que ces clients étaient autorisés à emprunter). Il est à noter que l'importance du montant autorisé ne constitue pas une mesure réelle de la taille de l'entreprise.

L'enquête a été fondée sur un recensement d'entreprises dont l'actif s'élevait à 5 millions de dollars ou plus dans certaines branches des secteurs financier et de la location à bail. Les entreprises qui fournissent du capital de risque et les entreprises publiques ont aussi été visées par l'enquête. L'enquête exclue les administrations publiques, d'autres organismes du secteur public, les organismes privés sans but lucratif, les fournisseurs de financement informel, par exemple, les «anges gardiens» et les membres de la famille, ainsi que les fournisseurs de financement étrangers.

La couverture des entreprises publiques fédérales et provinciales a été plus exhaustive en 2001 qu'en 2000. Cela a donné lieu à des estimations un peu plus élevées pour 2001 dans le cas de certains types de fournisseurs, en particulier les autres banques.

Les **banques canadiennes** comprennent les six grandes banques canadiennes et plusieurs banques plus petites, conformément à la définition du Bureau du surintendant des institutions financières. Les **autres banques** comprennent les banques étrangères, les sociétés de fiducie et toutes les institutions de dépôts, sauf les coopératives d'épargne et de crédit et les caisses populaires.

Les **sociétés de financement** comprennent les entreprises qui fournissent du financement à d'autres entreprises, souvent pour l'achat de biens et de services, mais qui n'acceptent pas de dépôts. Il s'agit le plus souvent de financement par emprunt, mais les entreprises qui achètent des comptes débiteurs, ou qui fournissent du financement par emprunt et qui exercent des opérations de crédit-bail, sont aussi incluses. Il s'agit notamment des sociétés de crédit de fabricants de véhicules et d'équipement, de sociétés d'affacturage et de la plupart des entreprises publiques. Les entreprises qui exercent uniquement des opérations de crédit-bail sont généralement classées comme des sociétés de crédit-bail.

Les **gestionnaires de portefeuilles**, les **sociétés de capital de risque** et les **fonds fiduciaires** comprennent les entreprises qui ont pour activité principale la gestion ou l'investissement de fonds communs d'actifs. Il s'agit notamment de sociétés de fonds communs de placement, de conseillers en placements, de sociétés de capital de risque, de fonds de capital de risque de travailleurs, de fonds communs de placement et de fonds distincts. Les **sociétés d'assurances** comprennent les assureurs-vie, les assureurs de soins médicaux, ainsi que les sociétés d'assurances multirisques et les réassureurs. Les **sociétés de crédit-bail** comprennent les entreprises qui exercent des opérations de crédit-bail, généralement pour l'achat de véhicules ou d'équipement.

accordés, en baisse par rapport aux 14,0 % enregistrés en 2000, les montants dus par leurs clients d'affaires étant passés de 51,3 milliards de dollars à 49,1 milliards de dollars.

### Valeur totale des prêts accordés

Au 31 décembre

Type de fournisseur	2000 <sup>r</sup>		2001	
	Montant	Part	Montant	Part
	en milliards de dollars	%	en milliards de dollars	%
Banques canadiennes	207,3	56,4	201,5	55,0
Sociétés d'assurances	51,3	14,0	49,1	13,4
Autres banques	38,6	10,5	40,7	11,0
Sociétés de financement	37,0	10,0	39,8	10,9
Coopératives d'épargne et de crédit, caisses populaires	23,8	6,5	24,5	6,7
Gestionnaires de portefeuille, fonds fiduciaires, sociétés de capital de risque	8,3	2,3	9,8	2,7
Sociétés de crédit-bail	1,0	0,3	1,1	0,3
<b>Total</b>	<b>367,3</b>	<b>100,0</b>	<b>366,6</b>	<b>100,0</b>

<sup>r</sup> Données révisées.

### Baisse de la valeur totale des prêts accordés pour les montants autorisés plus élevés

En 2001, la valeur des prêts accordés a diminué de 1,2 % pour les montants autorisés supérieurs à un million de dollars, tandis qu'elle a augmenté de 2,9 % pour les montants autorisés inférieurs à un million de dollars. Les sommes dues ont connu une hausse de 1,2 % pour les montants autorisés inférieurs à 50 000 \$, de 3,8 % pour ceux se situant entre 50 000 \$ et 249 999 \$, et de 2,6 % pour la catégorie des montants autorisés de 250 000 \$ à 999 999 \$.

Cette hausse dans les catégories de montants autorisés inférieurs est principalement attribuable à l'augmentation de la valeur des prêts accordés par les sociétés de financement, de même que par les gestionnaires de portefeuilles, les sociétés de capital de risque et les fonds fiduciaires. Ces fournisseurs sont plus actifs sur les marchés de taille inférieure.

Par contre, les banques canadiennes, et plus particulièrement les sociétés d'assurances, qui ont connu une baisse de la valeur des prêts accordés, se concentrent davantage dans la catégorie des montants autorisés d'un million de dollars et plus. Les banques canadiennes ont perdu une part de marché dans toutes les catégories, sauf pour les montants autorisés inférieurs à 50 000 \$.

En 2001, les fournisseurs ont indiqué un plus grand recours au crédit à terme fixe, qui prend principalement

la forme de prêts à terme et de prêts hypothécaires, au détriment du crédit d'exploitation, comme les marges de crédit et les cartes de crédit.

La valeur totale du financement par emprunt accordé sous la forme de crédit à terme fixe a augmenté de 3,1 milliards de dollars par rapport à 2000, ce qui a contrebalancé la baisse de 3,7 milliards de dollars enregistrée pour le crédit d'exploitation. Cela laisse supposer que les clients d'affaires peuvent avoir tenté de profiter des taux d'intérêt plus faibles en 2001, année pendant laquelle le taux préférentiel s'est situé en moyenne à 4,5 %, comparativement à 5,7 % en 2000.

### Augmentation des pertes enregistrées dans le financement par emprunt

Les pertes des prêteurs ont totalisé 2,3 milliards de dollars en 2001, alors qu'elles étaient de 1,8 milliard de dollars en 2000. Le taux de perte, c'est-à-dire les pertes totales en 2001 exprimées en pourcentage du total de la valeur des prêts accordés au 31 décembre 2001, est passé à 0,6 %, par rapport à 0,5 % en 2000.

Les taux de perte ont augmenté pour tous les types de fournisseurs, à l'exception des coopératives d'épargne et de crédit et des caisses populaires. Ils ont augmenté considérablement pour les prêteurs disposés à prendre des risques élevés, comme les gestionnaires de portefeuilles, les sociétés de capital de risque et les fonds fiduciaires.

Les banques canadiennes et les autres banques ont affiché des hausses plus modestes. Les taux de perte ont aussi augmenté pour toutes les catégories de montants autorisés en 2001.

### Hausse du financement octroyé par l'entremise du crédit-bail

Le montant total de financement accordé par l'entremise du crédit-bail a augmenté de 10,0 %, pour atteindre 21,6 milliards de dollars en 2001, alors qu'ils se chiffraient à 19,6 milliards de dollars l'année précédente. Des hausses marquées ont été déclarées par les sociétés de financement (+15,7 %) et les banques canadiennes (+14,3 %). Ces institutions continuent d'assurer la majeure partie de ce type de financement, représentant une part de marché combinée de 75,0 %.

Les sociétés de crédit-bail ont vu leur part de marché diminuer, pour se fixer à 16,9 %, après avoir déclaré une baisse de 221 millions de dollars (-5,7 %) dans la valeur des contrats de crédit-bail.

En 2001, les sociétés de financement et les sociétés de crédit-bail ont accaparé 96,0 % de la valeur des contrats de crédit-bail en cours pour la catégorie des montants autorisés inférieurs (moins

de 50 000 \$). La majeure partie de leurs activités consiste à financer des véhicules par l'entremise de contrats de location-acquisition, un service que les banques canadiennes ne sont pas autorisées à fournir.

Les banques canadiennes ont représenté 46,9 % des contrats de location en cours dans la catégorie des montants autorisés supérieurs (un million de dollars et plus).

**Valeur totale du financement par crédit-bail accordé**  
Au 31 décembre

Type de fournisseur	2000 <sup>r</sup>		2001	
	Montant	Part	Montant	Part
	en milliards de dollars	%	en milliards de dollars	%
Sociétés de financement	7,9	40,2	9,1	42,3
Banques canadiennes	6,2	31,6	7,1	32,8
Sociétés de crédit-bail	3,8	19,7	3,7	16,9
Tous les autres fournisseurs	1,7	8,5	1,7	8,0
<b>Total</b>	<b>19,6</b>	<b>100,0</b>	<b>21,6</b>	<b>100,0</b>

<sup>r</sup> Données révisées.

**Autres formes de financement**

L'enquête a aussi permis de recueillir des données moins détaillées sur l'affacturage, c'est-à-dire la vente à rabais de comptes débiteurs en échange d'espèces liquides, et sur certains types de financement par actions. Les opérations d'affacturage représentaient 88,9 millions de dollars des montants totaux payables au 31 décembre 2001.

En ce qui a trait au financement par actions, les répondants ont déclaré un total de 20,3 milliards de dollars en capitaux sous gestion en date du 31 décembre 2001, en hausse par rapport aux 18,3 milliards de dollars déclarés en 2000.

**Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2514.**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bruno Morin au (613) 951-0396 ([bruno.morin@statcan.ca](mailto:bruno.morin@statcan.ca)) ou avec Ed Hamilton au (613) 951-4310 ([ed.hamilton@statcan.ca](mailto:ed.hamilton@statcan.ca)), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

□

**Valeur totale des prêts accordés, selon le montant autorisé**

Au 31 décembre

	2000 <sup>r</sup>				2001			
	Montant autorisé							
	Inférieur à 50 000 \$	50 000 \$ à 249 999 \$	250 000 \$ à 999 999 \$	Supérieur à 1 million de dollars	Inférieur à 50 000 \$	50 000 \$ à 249 999 \$	250 000 \$ à 999 999 \$	Supérieur à 1 million de dollars
	en milliards de dollars							
<b>Valeur totale des prêts accordés</b>	<b>8,0</b>	<b>33,8</b>	<b>47,7</b>	<b>277,8</b>	<b>8,1</b>	<b>35,1</b>	<b>48,9</b>	<b>274,5</b>
	part (%)							
<b>Type de fournisseur</b>								
Banques canadiennes	47,4	51,7	52,6	57,9	48,8	48,3	50,5	56,8
Sociétés d'assurances	1,9	0,6	2,6	17,9	x	x	2,5	17,3
Autres banques	3,9	3,3	5,3	12,5	4,2	6,3	7,1	12,7
Sociétés de financement	10,8	19,2	26,6	6,1	12,7	19,0	26,8	6,9
Coopératives d'épargne et de crédit, caisses populaires	35,4	24,3	11,9	2,5	31,7	25,1	12,1	2,6
Gestionnaires de portefeuille, fonds fiduciaires, sociétés de capital de risque	0,2	0,5	0,9	2,8	0,3	0,3	0,9	3,4
Sociétés de crédit-bail	0,4	0,4	0,1	0,3	x	x	0,1	0,3

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>x</sup> Confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique.

**Valeur totale du financement par crédit-bail accordé, selon le montant autorisé**

Au 31 décembre

	2000 <sup>r</sup>				2001			
	Montant autorisé							
	Inférieur à 50 000 \$	50 000 \$ à 249 999 \$	250 000 \$ à 999 999 \$	Supérieur à 1 million de dollars	Inférieur à 50 000 \$	50 000 \$ à 249 999 \$	250 000 \$ à 999 999 \$	Supérieur à 1 million de dollars
	milliards de dollars							
<b>Valeur totale du financement par crédit-bail accordé</b>	<b>3,5</b>	<b>2,3</b>	<b>2,8</b>	<b>11,0</b>	<b>4,5</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>	<b>12,3</b>
	part (%)							
<b>Type de fournisseur</b>								
Sociétés de financement	46,5	36,3	39,1	39,3	59,6	46,3	36,9	36,4
Banques canadiennes	1,1	17,3	33,9	43,6	1,0	17,0	34,6	46,9
Sociétés de crédit-bail	48,3	34,0	14,3	9,0	36,2	24,7	11,3	9,5
Tous les autres fournisseurs	4,1	12,4	12,7	8,1	3,2	12,0	17,2	7,2

<sup>r</sup> Données révisées.

## AUTRES COMMUNIQUÉS

### Pétrole brut et gaz naturel

Octobre 2002 (données provisoires)

En octobre, la production de pétrole brut et d'hydrocarbures a atteint 12 074 000 mètres cubes, en hausse de 9,3 % par rapport à octobre 2001. Les exportations, qui représentent 64,7 % de la production totale, ont augmenté de 11,9 % par rapport à octobre 2001.

#### Pétrole brut et gaz naturel

	Oct. 2001	Oct. 2002	Oct. 2001 à oct. 2002	var. en %
en milliers de mètres cubes				
<b>Pétrole brut et hydrocarbures<sup>1</sup></b>				
Production	11 050,4	12 074,0		9,3
Exportations	6 973,9	7 807,1		11,9
Importations <sup>2</sup>	3 630,6	4 704,0		29,6
Aux raffineries	8 003,3	8 467,5		5,8

	en millions de mètres cubes		var.	en %
<b>Gaz naturel<sup>3</sup></b>				
Production de gaz marchand	14 702,8	14 567,4		-0,9
Exportations	9 189,8	9 256,0		0,7
Ventes intérieures <sup>4</sup>	5 344,8	5 704,7		6,7

	Janv. à oct. 2001	Janv. à oct. 2002	Janv.-oct. 2001 à janv.-oct. 2002	var.	en %
en milliers de mètres cubes					

<b>Pétrole brut et hydrocarbures<sup>1</sup></b>				
Production	106 828,2	113 754,2		6,5
Exportations	66 062,3	70 459,6		6,7
Importations <sup>2</sup>	45 126,8	42 606,0		-5,6
Aux raffineries	85 971,0	85 201,7		-0,9

	en millions de mètres cubes		var.	en %
<b>Gaz naturel<sup>3</sup></b>				
Production de gaz marchand	142 476,2	142 500,0		0,0
Exportations	90 900,9	88 788,5		-2,3
Ventes intérieures <sup>4</sup>	53 760,4	55 990,8		4,1

<sup>1</sup> La différence entre l'utilisation et l'approvisionnement provient des variations des stocks, de la consommation de l'industrie pétrolière, et autres.

<sup>2</sup> Il s'agit du pétrole brut en provenance de pays étrangers reçu par les raffineries canadiennes. Les chiffres diffèrent de ceux de la Division du commerce international, en raison du manque de synchronisme de l'arrivée des documents et de l'inclusion des importations entrant au Canada pour être exportées à nouveau.

<sup>3</sup> La différence entre l'utilisation et l'approvisionnement provient des variations des stocks, du carburant utilisé par les gazoducs, des pertes dans les gazoducs, des fluctuations de pression dans les réseaux, et autres.

<sup>4</sup> Incluent les ventes directes.

La production cumulative de pétrole brut et d'hydrocarbures a crû de 6,5 % par rapport à la même période en 2001, et les exportations, quant à elles, ont augmenté de 6,7 %.

La production de gaz naturel marchand a fléchi de 0,9 % comparativement à octobre 2001 mais les ventes intérieures se sont accrues de 6,7 %. Les exportations de gaz naturel, qui représentent 63,5 % de la production marchand totale, ont progressé de 0,7 % par rapport à octobre 2001.

Les ventes intérieures cumulatives ont augmenté 4,1 % et la production cumulative de gaz naturel marchand est demeurée pratiquement inchangée, alors que les exportations ont chuté de 2,3 % comparativement à octobre 2001.

#### Données stockées dans CANSIM: tableaux 126-0001 et 131-0001.

Les données liées à cette diffusion sont disponibles à l'échelon national, seulement jusqu'en octobre 2002. Les données provinciales sont disponibles jusqu'en mars 2002. Les données additionnelles à l'échelon provincial seront disponibles en février 2003.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

### Rapprochement des statistiques sur le commerce de marchandises entre le Canada et le Mexique

2000 à 2001

Les statistiques produites par un pays relativement au commerce de marchandises avec le reste du monde diffèrent souvent des statistiques publiées par ses partenaires commerciaux. Ces écarts sont attribuables, d'une part, à des erreurs possibles et, d'autre part, à des différences conceptuelles légitimes entre les statistiques sur les importations et les statistiques sur les exportations. L'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques recommandent de réaliser des études de rapprochement pour déterminer et quantifier les causes des différences relevées. Il est important de signaler que les résultats de la présente étude



de rapprochement ne constituent pas une révision des statistiques officielles des pays visés. Toutefois, ils aideront à mieux comprendre les statistiques du commerce des deux pays.

### Comparaison entre les statistiques sur le commerce du Mexique et du Canada

	2000		2001	
	Commerce à destination du Sud		Commerce à destination du Nord	
	en millions de dollars			
Statistiques mexicaines	5 966	6 550	4 759	4 759
Statistiques canadiennes	1 940	2 352	12 067	12 110
Différence	4 026	4 198	-7 308	-7 351

La Division du commerce international de Statistique Canada, le Groupe de travail mexicain sur les statistiques du commerce extérieur qui comprend le Secrétariat des finances et du crédit public, la Banque du Mexique, le Secrétariat de l'économie, ainsi que l'Institut national de la statistique, de la géographie et de l'informatique ont participé à ce projet.

Les écarts entre les statistiques du Canada et celles du Mexique étaient appréciables. En 2000 et en 2001, les statistiques sur le commerce d'importation du Mexique dépassaient les exportations du Canada de 4,0 milliards de dollars et de 4,2 milliards de dollars, respectivement. De même, au cours de cette période, les importations canadiennes étaient supérieures aux exportations mexicaines de 7,3 milliards de dollars en 2000 et de 7,4 milliards de dollars en 2001.

Cette étude a fait ressortir deux grandes sources d'écart entre le Canada et le Mexique pour ce qui est du commerce dans les deux directions, soit l'«erreur d'affectation» et le «sous-dénombrement des exportations».

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jocelyne Elibani au (613) 951-9786 ([trade@statcan.ca](mailto:trade@statcan.ca)), Division du commerce international. Télécopieur: (613) 951-0117. ■

### Scieries et ateliers de rabotage

Novembre 2002

En novembre, les scieries canadiennes ont diminué le rythme de leurs activités de 10,9 % par rapport à octobre, la production s'étant établie à 6 167,8 milliers de mètres cubes. Ce recul, qui faisait suite à trois hausses mensuelles consécutives, s'explique en partie par la baisse de 3,7 % des mises en chantier au Canada en novembre par rapport à octobre. Le dernier communiqué sur les permis de bâtir révèle une baisse

de 2,7 % de la valeur des permis délivrés par les municipalités en novembre par rapport à octobre.

Les livraisons de bois d'oeuvre ont diminué de 15,5 % en novembre pour s'établir à 5 965,8 milliers de mètres cubes. L'incertitude persistante quant à la vigueur de la croissance économique aux États-Unis ainsi que le recul des mises en chantier au Canada pourraient être les principaux facteurs à l'origine de cette baisse. Toutefois, ce niveau est encore supérieur de 4,0 % à celui enregistré en novembre 2001.

En conséquence de la diminution plus importante des livraisons que celle de la production, les stocks de fermeture ont augmenté de 2,8 % par rapport à octobre, atteignant 8 691,3 milliers de mètres cubes en novembre.

Parallèlement à la baisse des livraisons, les exportations de bois d'oeuvre, telles que mesurées par la Division du commerce international, ont diminué de 10,7 % par rapport à octobre (données non désaisonnalisées), pour atteindre 4 020,9 milliers de mètres cubes en novembre.

Les prix du bois d'oeuvre, tels que mesurés par l'Indice des prix des produits industriels, ont fléchi de 1,4 % par rapport à octobre. Cet affaiblissement des prix et l'augmentation du niveau des stocks reflètent un certain ralentissement de la demande ainsi qu'une offre excédentaire de bois d'oeuvre.

La production cumulative de janvier à novembre s'est chiffrée à 67 776,1 milliers de mètres cubes, en hausse de 3,6 % par rapport aux 65 404,3 milliers de mètres cubes produits durant la même période en 2001. Cette hausse s'explique en grande partie par la force du secteur de la construction domiciliaire observée tout au long de 2002 puisque les mises en chantier ont augmenté de 28,1 % en novembre 2002 par rapport à novembre 2001.

**Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0009.**

**Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2134 et 2135.**

Le numéro de novembre 2002 de *Scieries et ateliers de rabotage*, vol. 56. n° 11 (35-003-XIB, 9 \$ / 86 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873 8789 ([manufact@statcan.ca](mailto:manufact@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au (613) 951-3452 ([bechir.oueriemmi@statcan.ca](mailto:bechir.oueriemmi@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

---

## Extraction de pétrole et de gaz

2002 (données provisoires)

Les données sur le volume et la valeur de la production commercialisable de pétrole brut et de gaz naturel, par province ou par territoire, pour 2002 sont maintenant disponibles.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 ([energ@statcan.ca](mailto:energ@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ray Thomas au (613) 951-7204 ([ray.thomas@statcan.ca](mailto:ray.thomas@statcan.ca)) ou avec Pierre Després au (613) 951-3579 ([pierre.despres@statcan.ca](mailto:pierre.despres@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## Indices des prix des services d'hébergement des voyageurs

Quatrième trimestre de 2002

Des indices mensuels, qui mesurent la variation des prix des services d'hébergement, sont maintenant

disponibles pour le quatrième trimestre. Ces indices reflètent les changements des prix des chambres pour une nuit ou pour des séjours à court terme, sans repas ou autre service, en excluant les taxes indirectes. Les indices sont disponibles par province et par territoire, pour le Canada, par groupe principal de clientèle.

**Données stockées dans CANSIM: tableau 326-0013.**

**Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2336.**

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Division des prix au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 ([infounit@statcan.ca](mailto:infounit@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Anne Williamson au (613) 951-5646 ([willann@statcan.ca](mailto:willann@statcan.ca)), Division des prix. ■

## NOUVEAUX PRODUITS

**Techniques d'enquête**, décembre 2002, vol. 28, n° 2  
Numéro au catalogue: **12-001-XPB** (24 \$/47 \$).

**Statistiques sur les aliments, 2001**  
Numéro au catalogue: **21-020-XIF**  
(gratuit).

**Scieries et ateliers de rabotage**, novembre 2002,  
vol. 56, n° 11  
Numéro au catalogue: **35-003-XIB** (9 \$/86 \$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

### Pour commander les produits

#### Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**  
Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**  
Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**  
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

**Pour commander par la poste, écrivez à:** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet:** écrivez à [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)) sous les rubriques *Nos produits et services*, puis *Publications payantes* (\$).

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

catalogue 11-001-XIF (11-001-XIF-00000001)

# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 9 juin 1997  
Pour une diffusion à 8 h-10h

#### PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré le ralentissement des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements... en utilisant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au foyer de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible. 5

#### AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice des offres d'emploi, mai 1997	10
Enquête sur les anticipations à court terme	10
Ajuster les termes pertinents, septembre 1997	11
Production d'œufs, avril 1997	11

#### NOUVELLES PARUTIONS

	12
--	----

Statistique Canada  
Canada

### Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.